



Comité technique du mardi 4 février 2018

Questions des élu-es CGT à l'employeur

1/

Depuis le 1er janvier 2018 est instauré une journée de carence pour les fonctionnaires et agents contractuels de droit public lors d'un arrêt de maladie.

Est Ensemble a fait le choix de ne pas s'opposer à ce retour de la retenue dite du "jour de carence", malgré une pétition signée par plus de 500 de ses agents et l'exemple de quelques collectivités courageuses (y compris au sein du Territoire) qui ont décidé de ne pas appliquer une nouvelle ponction sur la rémunération des agents publics.

Nous souhaiterions connaître pour l'année 2018 :

- le nombre total des arrêts CMO qui ont entraîné un jour de carence
- le nombre d'agents concernés
- leur répartition par catégorie
- le montant total des sommes retenues au titre du jour de carence

2/

Si une grande majorité de bibliothèques bénéficient de points de restauration conventionnée, avec une participation financière de l'employeur, ce n'est pas le cas pour trois équipements :

- la bibliothèque Jules Verne de Pantin (le restaurant conventionné a fermé)
- la bibliothèque André Malraux des Lilas (le restaurant a mis fin à la convention)
- la bibliothèque Romain Rolland de Pantin (située dans le quartier des Courtilières où aucun points de restauration ne semblent répondre aux critères d'Est Ensemble)

Pourriez-vous nous dire ce que vous comptez mettre en œuvre pour remédier à cette situation, qui dure parfois depuis plusieurs années ?

Ne pourrait-on pas mettre en place un portage de repas (comme c'est déjà le cas dans une bibliothèque de quartier à Montreuil) afin que les agents de ces équipements, comme leurs autres collègues, bénéficient d'une offre de restauration et d'une participation employeur aux frais de repas ?

3/

Du fait entre autre de l'inflation, de la hausse des tarifs des actes médicaux ou des médicaments, les tarifs des mutuelles ne cessent d'augmenter, la participation d'Est Ensemble elle, reste la même, car elle se réfère à des plafonds retenus en fonction de l'âge de l'agent adhérent et de ses ayants droits.

Nous demandons que dans le cadre d'une négociation avec les organisations syndicales, ces plafonds, datant de 2013, soient revalorisés, et qu'une nouvelle grille soit présentée lors d'un prochain comité technique.

4/

Le conseil territorial du 20 novembre 2018 a approuvé la convention cadre de partenariat entre Est Ensemble et la Fédération Française de Natation pour une durée de un an et renouvelable par tacite reconduction, "Est Ensemble le mag" du mois de janvier en précise un peu les contours : école de natation commune à toutes les piscines, formations pour les MNS, nouveau dispositif en direction des enfants, conseils et expertises à la faisabilité et à la maîtrise d'ouvrage.

Pourriez-vous nous communiquer le contenu exact de cet accord et des conventions techniques pour chaque projet ? ainsi que le coût de ce partenariat et préciser l'impact sur les agents et le fonctionnement des équipements nautiques ?